

Jean-Christophe Fromantin

CANDIDAT À LA PRÉSIDENTENCE DE L'UDI

LE DÉPUTÉ-MAIRE JEAN-CHRISTOPHE FROMANTIN A ANNONCÉ OFFICIELLEMENT SA CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTENCE DE L'UDI POUR LES ÉLECTIONS QUI SE DÉROULERONT EN NOVEMBRE PROCHAIN. IL NOUS EXPLIQUE SES MOTIVATIONS.

Louis-Robert Porte : Vous avez décidé de vous porter candidat à la présidence de l'UDI. Quelles sont les raisons qui ont motivé votre choix ?

Jean-Christophe Fromantin : Cette candidature est motivée par le profond besoin de renouveau de la vie politique. La cote de confiance vis-à-vis des partis n'a jamais été aussi basse ; dans un sondage IFOP pour le JDD en mai dernier, 84% des Français disent "ne plus faire confiance aux partis", cette situation n'est plus tenable, surtout dans un pays comme le nôtre qui doit engager des réformes de structure et qui a besoin de retrouver une perspective de confiance et de réconciliation. Je ne pouvais pas rester inactif devant une telle situation, d'autant que mon indépendance me donne une vraie liberté pour exprimer des idées neuves et audacieuses. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de descendre dans l'arène. Je le fais avec une grande détermination.

LRP : Vous souhaitez incarner les valeurs du Centre-droit en donnant un souffle nouveau à la politique française. Quelles idées défendez-vous qui vous distinguent des autres candidats ?

JCF : Ce qui me distingue c'est ma liberté, mon regard neuf sur la situation actuelle et l'expérience acquise durant 25 ans à la tête d'une entreprise en contact directe avec les réalités du monde. Savez-vous qu'à l'Assemblée Nationale, nous sommes moins de dix à avoir vécu une expérience d'entrepreneurs... ? Je ne cherche pas à faire une carrière politique car je considère un mandat électif comme un engagement et pas comme un métier. Cette approche me permet d'aborder les enjeux et les problématiques en considérant le bien commun plutôt que des considérations personnelles. C'est essentiel.

LRP : Pour quel projet ?

JCF : Notre pays doit lancer une série de grandes réformes dans cinq domaines : celui de l'organisation des territoires et de l'Etat, pour donner plus d'efficacité aux politiques publiques et inverser la courbe inflationniste des dépenses ; celui de la fiscalité, pour stimuler l'entrepreneuriat et l'investissement et renouer avec une compétitivité indispensable à notre croissance ; celui de l'Etat-providence,



pour passer d'une société assistée à un principe partagé de responsabilité ; et enfin, je plaide pour une réforme de nos institutions pour moderniser et simplifier les chaînes de décision et libérer tout ce qui entrave l'initiative. J'ai la conviction que cette réorganisation du modèle français entraînera une refonte de la Constitution. Notre organisation est devenue incompatible avec les exigences d'efficacité d'un nouveau monde. Par ailleurs j'appelle à ce que les partis politiques soient plus ouverts à la société civile afin de s'enrichir de tous les talents et de devenir ces espaces de débats et de propositions plus créatifs et plus audacieux. L'actualité nous rappelle aussi combien il est urgent qu'ils soient animés par une éthique de responsabilité.

LRP : Avec quelles valeurs ?

JCF : J'ai bâti ma campagne sur trois mots-clés : la réconciliation, car je crois qu'il n'y a rien à attendre d'une politique bâtie sur les postures et les clivages ; l'espérance, car nous ne donnerons un sens à un projet politique que si nous sortons du rythme des élections pour proposer un projet à moyen et long terme ; l'audace, car les réformes dont a besoin la France, forte de ses valeurs judéo-chrétiennes, exigent du courage et un engagement libre et total. Je cite souvent Robert Schuman comme un exemple car je crois qu'il incarnait bien ces trois exigences.

LRP : Que répondez-vous aux Neulléens qui s'inquiètent de ne plus avoir un maire à temps plein si vous êtes élu président de l'UDI en novembre prochain ?

JCF : Mon engagement politique est profondément enraciné dans mon mandat local. Je suis de ceux qui pensent que le mandat de maire est essentiel ; j'y suis attaché et je continuerai à avoir une organisation qui me permet de concilier cette proximité avec d'autres responsabilités. Je le vis déjà d'une certaine manière avec mon mandat parlementaire. Je constate également que ces engagements nationaux m'offrent des contacts et des opportunités que je peux mettre au service de la ville.

LRP : Comment ferez-vous pour concilier présidence d'un parti et cette liberté de ton et de parole qui est votre marque de fabrique ?

JCF : C'est probablement cette indépendance qui m'amène aujourd'hui à m'engager davantage pour défendre une autre manière de faire de la politique. Car cette liberté n'a de sens que si elle est partagée et si elle participe d'un travail collectif pour construire l'avenir. Le débat politique est trop convenu. Il s'est laissé enfermer dans un système de balancier qui va de gauche à droite ou de droite à gauche sans qu'il soit besoin de travailler sur le fond pour accéder au pouvoir. Or à chaque mouvement du balancier,

la confiance se délite et l'engagement politique – au sens étymologique du mot – perd de son sens. L'adhésion a laissé place à la résignation, voire à la défiance. Je refuse cette évolution qui ne mène nulle part. C'est sur cette idée de redonner une perspective constructive à l'engagement politique, que je compte concilier ce projet et ma liberté de ton.

LRP : Quelle est votre analyse de la situation politique actuelle de notre pays ?

JCF : La France est un peu comme un véhicule usé que l'on tente de rafistoler alors qu'il faut se résoudre à changer le moteur. Or nos hommes politiques sont trop nombreux à avoir la même notice technique et, à force de changer des pièces, non seulement la voiture n'avance plus, mais les autres nous dépassent et, au delà de ça, elle risque de mettre tous les passagers en danger. Si on ajoute à cela que le chauffeur ne sait plus où aller, alors on a un panorama de la situation poli-



tique actuelle de la France. Je crois qu'il est temps que les passagers – dont je fais partie – se prennent en main, qu'ils définissent le cap, qu'ils aient le courage de changer le moteur et qu'ils réenclenchent le contact. A nous de jouer...

LRP : Quelles premières mesures prendriez-vous pour donner un nouvel élan au pays ?

JCF : La France a besoin que nous agissions très rapidement dans trois directions : relancer sa compétitivité pour enrayer le décrochage de notre économie et la hausse du chômage ; rétablir l'autorité de l'Etat pour faire respecter la loi et dissuader tous ceux qui abusent de notre générosité ; et amorcer une réforme de nos institu-

tions pour stopper l'inflation fiscale et créer les conditions de l'efficience publique. Je suis conscient de l'ampleur du projet mais je suis convaincu de son sens et de l'adhésion qu'il peut entraîner si nous lui donnons ensemble le souffle dont la France a besoin.

PARCOURS

Chef d'entreprise dont l'activité est au croisement des nouvelles technologies et du commerce international, Jean-Christophe Fromantin est avant tout un entrepreneur au profil atypique et très engagé sur les sujets liés à la mondialisation.

En 2008, il s'est présenté aux élections municipales à Neuilly, d'abord en réaction au parachutage du candidat UMP, puis a rapidement suscité l'adhésion autour d'un projet local qui lui a permis d'emporter la mairie de Neuilly-sur-Seine avec 62% des voix.

Son parcours politique a ensuite été très rapide : en 2011 il est élu Conseiller général des Hauts-de-Seine puis député en 2012. Il est réélu maire de Neuilly en 2014 dès le premier tour avec 67% des voix. En 2011, il reçoit le prix de "l' élu local de l'année" pour le caractère innovant de son parcours et de sa gestion municipale.

Dès 2012, il crée avec Jean-Louis Borloo le Groupe UDI à l'Assemblée Nationale ; il en devient délégué général, puis participe à la création de l'UDI dont il est aujourd'hui vice-président. En 2013 il refuse la stratégie d'alliance avec le Modem considérant que l'UDI était sur un positionnement clair, de centre-droit. Il reste très attaché à cette ligne politique libre et indépendante ; il revendique souvent le "i" de UDI.

Dans le débat national, Jean-Christophe Fromantin intervient sur de nombreux domaines au premier rang desquels les stratégies territoriales. Il défend la nécessité de repenser le modèle territorial français pour mieux aborder les enjeux de la mondialisation et enclencher la série de réformes de structure dont la France a besoin. Il appelle également à une refonte de l'organisation de l'Etat pour une meilleure efficience de la politique et des dépenses publiques. En 2011 et 2012, il sort deux livres sur ce sujet¹ et en 2013 il propose une nouvelle carte de France pour réconcilier les zones rurales et les métropoles afin de donner une nouvelle ambition à l'ensemble du territoire français. En 2014 il intervient dans le débat sur la réforme territoriale et rencontre à plusieurs reprises les membres du gouvernement et le Président de la République pour les interpeller sur l'insuffisance et les limites de leur projet.

Son profil d'entrepreneur le conduit à intervenir sur les projets de loi de finances (PLF). En 2012 il crée le groupe "PLF entrepreneurs"² à l'Assemblée Nationale pour associer les entrepreneurs au débat sur les lois de finances. Cette mobilisation est une réussite ; elle permet de rassembler très régulièrement plusieurs dizaines de chefs d'entreprise (TPE, PME et ETI) ainsi que des investisseurs pour les faire travailler avec les

parlementaires sur les évolutions fiscales. Cette initiative a permis de faire adopter plusieurs mesures et amendements favorables aux entreprises et d'ouvrir un dialogue constructif avec le ministre du budget.

Jean-Christophe Fromantin est aussi un homme de conviction, particulièrement engagé sur les textes liés à la famille. Il a été un des principaux orateurs contre la loi Taubira, représentant ainsi la grande majorité des parlementaires UDI qui partageaient la même opposition à ce texte, en particulier contre l'ouverture de l'adoption plénière aux couples de même sexe.

Depuis 2012, il porte le projet d'une candidature de la France à l'Exposition universelle de 2025³. Ce projet qui rassemble d'ores et déjà de nombreuses entreprises françaises, des associations d'élus et une dizaine de grandes écoles et universités, vise à créer une dynamique d'innovation et de grands projets pour la France. Jean-Christophe Fromantin préside une mission d'information parlementaire sur ce sujet à l'Assemblée Nationale qui rendra son rapport en octobre 2014.

¹ "Mon village dans un monde global" et "Le temps des territoires" Ed. François Bourin
² www.plfentrepreneurs.com
³ www.expoFrance2025.com